

**Motion proposée par les représentants des personnels enseignants et d'éducation FSU au
Conseil d'administration du lycée Pierre Corneille de Rouen réuni le 10 février 2026 concernant
la répartition horaire globale pour l'année 2026-2027**

Les personnels du lycée Pierre Corneille de ROUEN tiennent à faire part de leur inquiétude concernant la dotation horaire globale (DHG) accordée à leur établissement par le Rectorat.

Alors que les effectifs et la structure prévus restent inchangés pour la rentrée 2026-2027 par rapport à la précédente, la DHG est amputée d'une vingtaine d'Heures-postes et de 5 Heures supplémentaires année (HSA). La proportion des heures supplémentaires y reste maximale (18,7 %) au détriment des heures-postes ; le rapport Heures d'enseignement par élève (H/E) est le plus faible des lycées rouennais et baisse encore cette année.

Il s'agit de la résultante de choix politiques, qui s'inscrit dans la volonté gouvernementale de réduire les dépenses publiques, au détriment de la qualité de l'éducation.

Depuis 6 ans, ce sont 246 postes d'enseignant-es qui ont été supprimés dans les lycées en Normandie.

Cette année, l'académie perd 1 poste de CPE, 108 postes d'enseignant-es en Collège et **25 en Lycée** général et technologique alors que la démographie des lycéens normands est en légère hausse, notamment en Seine-Maritime.

Les réductions continues des postes, des DHG, des subventions culturelles (passCulture)... dégradent l'exercice de nos métiers et nuisent à l'émancipation des jeunes que nous formons.

Parce qu'ils dénoncent cette baisse de la dotation horaire globale et le taux très élevé des HSA, les enseignants et les enseignantes élues au Conseil d'administration du lycée Pierre Corneille s'opposent au Tableau récapitulatif des moyens par discipline (TRMD) proposé.

Ce vote est motivé par la volonté d'interpeller l'Institution quant à cette baisse, non justifiée, des moyens accordés pour l'année scolaire à venir et ne constitue en rien une sanction du travail réalisé par la Direction de l'établissement qui œuvre pour limiter les effets délétères des contraintes budgétaires.

Enfin, les élu-es des personnels d'enseignement au Conseil d'administration demandent une dotation supplémentaire de 25 Heures-postes pour retrouver la DHG prévue en janvier 2025.